

## CONSEIL MUNICIPAL

### COMPTE-RENDU DE SEANCE

#### Séance du 20 Janvier 2022

L'an 2022 et le 20 Janvier à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, Salle du conseil municipal à la médiathèque sous la présidence de CONAN Marylène, Maire.

**Présents :** Mme CONAN Marylène, Maire, M. LE CADRE Jean, Mme LE MOAL Agnès, Mme CARTRON Martine, M. BROHAN Christophe, Mme PAULAY Gaëlle, M. SAMSON Ludovic, M. LUHERNE Xavier, M. CROCHU Alexandre, Mme DELESTRE Catherine, Mme FAUBOURG Luzia, Mme HERPE Stéphanie, Mme BERARD Patricia, M. LALLEMENT Denis, M. LE BERRE Philippe, Mme LE GARNEC Françoise, M. LE JALLE Régis, M. BRUNEBARBE Gilles, M. SIMEON Guillaume

**Excusé(s) ayant donné procuration :** Mme LE DÛ Brigitte à M. SAMSON Ludovic, M. LEDAN David à Mme CONAN Marylène, M. LINO François à M. BROHAN Christophe, M. DAUPHIN Eric à M. CROCHU Alexandre, Mme LE BOUTEILLER Fanny à M. LE CADRE Jean, M. RENY Victor à Mme HERPE Stéphanie, M. MONSARD Dominique à M. BRUNEBARBE Gilles

**Excusé(s) :** Mme ANNEZO Léa

#### **Nombre de membres**

- Afférents au Conseil municipal : 27
- Présents : 19

**Date de la convocation** : 14/01/2022

**Date d'affichage** : 14/01/2022

**A été nommé secrétaire** : M. LUHERNE Xavier

### **I - Objet des délibérations**

- 1 - FINANCES / LISTE DES DEPENSES A IMPUTER AU COMPTE 6232 " FETES ET CEREMONIES"
- 2 - PERSONNEL COMMUNAL / PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE : DEBAT
- 3 - INTERCOMMUNALITE / GOLFE DU MORBIHAN VANNES AGGLOMERATION - CONSEILLERE EN ECONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE (CESF) : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION POUR 2022
- 4 - INTERCOMMUNALITE : RAPPORT DE LA CLECT (COMMISSION LOCALE DES CHARGES TRANSFEREES) DE GOLFE DU MORBIHAN - VANNES AGGLOMERATION RELATIF AUX EAUX PLUVIALES URBAINES
- 5 - SOCIAL / ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX (ABS) : RETOUR DU DIAGNOSTIC STATISTIQUE

En préambule, Madame le Maire présente ses vœux à l'ensemble des conseillers municipaux et leurs proches et forme des vœux concernant les dossiers que le conseil municipal aura à traiter au cours de 2022, notamment les dossiers d'études afférents au PRU (Plan de référence urbain) et à l'ABS (analyse des besoins sociaux).

Compte rendu du 9 décembre 2021 : Adopté à l'unanimité

## **1 - FINANCES / LISTE DES DEPENSES A IMPUTER AU COMPTE 6232 " FETES ET CEREMONIES"**

Madame le Maire expose :

Vu le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales exigées par le comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour règlement des dépenses publiques, il est demandé aux collectivités territoriales de préciser, par délibération du conseil municipal, les principales caractéristiques des dépenses à imputer au compte 6232 "Fêtes et cérémonies", conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire.

Les dépenses suivantes peuvent être imputées au compte 6232 "Fêtes et cérémonies" :

- D'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes et cérémonies tels que sapins, décorations de Noël, illuminations de fin d'année, friandises, dépenses liées aux diverses manifestations (Cinéma en plein air, expositions, journée citoyenne...),
- Les denrées et cocktails servis lors de cérémonies officielles, inaugurations, accueil des nouveaux habitants, vœux au personnel communal, cérémonie de citoyenneté, départs en retraite,
- Les fleurs, bouquets, gravures, plaques commémoratives, médailles et présents offerts à l'occasion de divers évènements et notamment lors des naissances, mariages, décès, récompenses sportives, culturelles, départs en retraite ou lors de réceptions officielles,
- Les prestations de sociétés et groupes de spectacles, et autres frais liés à leurs prestations ou contrats (restauration, hébergement..)
- Les feux d'artifices, concerts, animations, sonorisations, locations de matériel (podium, chapiteaux...).

Il est proposé au conseil municipal de :

- **DECIDER de l'imputation des dépenses ci-dessus au compte 6232 "Fêtes et cérémonies", dans la limite des crédits inscrits au budget.**
- **D'AUTORISER Madame le Maire, ou son représentant, à accomplir toutes formalités et signer tous documents concernant l'exécution de la présente délibération.**

**Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité.**

## **2 - PERSONNEL COMMUNAL / PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE : DEBAT**

Madame LE MOAL expose :

Pour mémoire, la protection sociale complémentaire intervient dans 2 domaines :

- La santé
- La prévoyance/maintien de salaire

Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022, cette protection sociale complémentaire était régie par la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 qui donnaient la possibilité pour les collectivités d'aider financièrement les agents qui adhèrent à des contrats qui répondent à des critères de solidarité ; l'adhésion des agents à ces contrats étant facultative. La participation financière de la collectivité peut être uniforme ou modulable selon différents critères.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, prise sur le fondement de l'article 40 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, modifie les obligations des employeurs publics en matière de protection sociale complémentaire, en les obligeant à participer au financement d'une partie de la complémentaire « santé » ET « prévoyance » souscrite par leurs agents.

En conséquence, les employeurs publics territoriaux devront participer obligatoirement :

- En santé : à hauteur de 50 % minimum d'un montant cible au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- ET, en prévoyance : à hauteur de 20 % minimum d'un montant cible sur un socle de garanties à définir, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Dans ce cadre, l'article 4 de l'ordonnance du 17 février 2021 prévoit l'organisation d'un débat obligatoire : "Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente ordonnance".

Toutes les collectivités territoriales et établissements publics doivent organiser ce débat avant le 18 février 2022, qu'elles aient ou non déjà mis en place une participation au titre de la protection sociale complémentaire de leurs agents.

Il s'agit d'un débat sans vote : aucune délibération ne doit être adoptée.

L'ordonnance ne prévoit pas la teneur du débat obligatoire : dès lors, les points à aborder sont laissés à la discrétion de chaque collectivité. Il peut ainsi être notamment abordé (liste non exhaustive) :

- La protection sociale statutaire ;
- Les enjeux de la protection sociale complémentaire ;
- La situation actuelle
- Le niveau de participation et sa trajectoire au sein de la collectivité/établissement ;
- Le calendrier de mise en œuvre

Un diaporama a été présenté en réunion expliquant, notamment le système avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022, celui après le 1<sup>er</sup> janvier 2022, ainsi que les règles en cas d'arrêt de travail. Il a été rappelé que la

participation prévoyance était en place dans la collectivité et que les lignes directrices de gestion prévoyaient la mise en place de la participation santé en 2024.

Il a été répondu à diverses questions concernant le statut, les cotisations, les différents régimes. A une question d'une élue sur la possibilité d'une mise en place de la participation santé en 2023, au lieu de 2024, il a été répondu que cela pourra être étudié. Dans l'immédiat, il convient d'attendre les décrets d'application à sortir qui fixeront toutes les conditions et les montants cibles.

### **3 - INTERCOMMUNALITE / GOLFE DU MORBIHAN VANNES AGGLOMERATION - CONSEILLERE EN ECONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE (CESF) : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION POUR 2022**

Madame le Maire expose que Golfe du Morbihan Vannes Agglomération porte, depuis deux années, un emploi de conseillère en économie sociale et familiale (CESF), mutualisé entre plusieurs communes du territoire.

Cette mission est apparue pertinente afin de prévenir les risques d'exclusion sociale en accompagnant les personnes ou familles en difficulté. Elle les aide à retrouver une autonomie et un équilibre de vie, notamment en leur apprenant à gérer un budget, à l'équilibrer et à prévoir les dépenses. Elle intervient en complémentarité avec les autres travailleurs sociaux.

La gestion de cet emploi, comprenant le recrutement, la rémunération, la gestion de son temps de travail, les frais de déplacement, la médiation...est à la charge de GMVA qui la refacture, au coût réel, une fois par an, aux communes bénéficiaires.

En 2021, ce coût réel était de 140 € par demi-journée mensuelle, majoré de 19 € par mois pour la prise en compte des temps d'animation collective.

Des conventions financières sont donc conclues, annuellement, entre GMVA et chaque commune, pour une durée d'une année, sans possibilité de dérogation, sous peine de déséquilibrer les engagements de chacune des collectivités.

Par délibérations des 15 octobre 2020 et 21 janvier 2021, le conseil municipal avait approuvé le dispositif de conseillère en économie sociale et familiale à temps partagé et la coordination de celui-ci par le service Solidarités de GMVA et avait accepté le principe de l'emploi de cette CESF par la commune, à raison d'une demi-journée par mois, soit 4 heures.

GMVA propose la signature d'une nouvelle convention, selon les mêmes termes, pour l'année 2022.

**Il est proposé au conseil municipal :**

- **De renouveler la convention d'engagement avec GMVA portant sur le temps de travail décidé par la commune, soit 4 heures par mois, et l'engagement financier correspondant ;**
- **D'autoriser Madame le Maire, ou son représentant, à accomplir toutes formalités et signer tous documents concernant l'exécution de la présente délibération, notamment la convention d'engagement avec GMVA.**

*Madame LE MOAL informe les élus que le CCAS a déjà eu l'occasion de faire appel à la CESF pour différentes situations. Elle explique, à nouveau, les fonctions de la CESF et précise que les personnes concernées peuvent lui faire appel directement, sans passer par le CCAS. A une question d'une élue sur le nombre de foyers accompagnés, Madame LE MOAL répond qu'il y en avait 5 ou 6 dernièrement.*

**Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité.**



**CONVENTION D'ENGAGEMENT  
RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION  
D'UNE CONSEILLERE EN ECONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La commune de SULNIAC, représentée par le maire en exercice, Monsieur Marylène CONAN

Ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention « la commune »

**ET**

La Communauté d'Agglomération Golfe du Morbihan - Vannes agglomération, représentée par son Président en exercice, Monsieur David ROBO, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 et domiciliée à cet effet Parc d'Innovation de Bretagne Sud - 30 rue Alfred Kastler - CS 70206 - 56006 VANNES CEDEX,

Ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention : « GMVA ».

*Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 3 décembre 2021*

*Vu l'avis de la commission des services à la population de GMVA du 9 décembre 2021,*

*Vue la délibération du conseil communautaire du 16 décembre 2021,*

*Vu la délibération du conseil municipal de la commune du 20 janvier 2022,*

**PREAMBULE**

L'activité d'un conseiller en économie sociale et familiale (CESF) au sein d'un CCAS contribue à prévenir les risques d'exclusion sociale. Ses missions visent à soutenir des personnes ou des

familles : le CESF les aide à retrouver une autonomie et un équilibre de vie. Il leur apprend à gérer leur budget, à l'équilibrer et à prévoir les dépenses. Il peut intervenir auprès de commissions de surendettement ou dans les cas de factures et de loyers impayés afin d'obtenir des délais de paiement et un échéancier de remboursements. Le CESF intervient en complémentarité avec les autres travailleurs sociaux.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**

La présente convention a pour objet la mise à disposition, par GMVA, d'une conseillère en économie sociale et familiale (CESF) à la commune.

Pour ce faire, GMVA refacturera à la commune le coût réel de cette mise à disposition conformément aux montants financiers déclinés dans une annexe A.

#### **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'une année. Elle prend effet au 1er janvier 2022.

#### **ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISE A DISPOSITION**

GMVA met à disposition une CESF pour effectuer les missions suivantes :

*Missions principales : conseils et/ou accompagnement social individuel et/ou collectif dans une dimension socio-économique et éducative pour améliorer et gérer les domaines de la vie quotidienne.*

- Accueil des individus et des groupes
- Informer, conseiller sur les thèmes suivants : budget, consommation, alimentation, hygiène, maintien de la santé, consommation des énergies, logement
- Elaboration du diagnostic social et proposition d'actions
- Conception et mise en œuvre du projet individuel ou collectif pour et avec les personnes dans le cadre d'une contractualisation
- Evaluation du projet

> *Mission secondaire : animation et développement social de territoire*

- Participation et/ou élaboration de diagnostics
- Elaboration et animation d'ateliers collectifs en lien avec la vie quotidienne

> *Autre mission :*

- Formalisation des pratiques par la création de guide de procédures

La CESF n'a pas vocation à se substituer aux agents d'accueil des CCAS, ni à l'assistante sociale de secteur. Elle intervient en complémentarité.

#### **ARTICLE 4 : MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION**

Afin de sécuriser l'organisation du temps de travail, la commune s'engage sur

- L'emploi de la CESF a minima d'une demi-journée par mois
- Le partage du coût des temps d'animation collective (2 demi-journées/mois) avec les autres communes adhérentes au dispositif (11 communes)

L'augmentation du temps de mise à disposition pourra faire l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA PRESTATION**

En sus du traitement de l'agent, GMVA supporte des frais de gestion et des frais de structure en lien avec la mise à disposition d'un véhicule de son parc automobile, un bureau au bâtiment C, un téléphone mobile et un ordinateur portable.

Le coût horaire de la mise à disposition s'établi à 26€ (annexe A).

Le coût financier du temps d'animation collective s'établi à 19€ (annexe A) par commune.

La commune a établi son besoin à 4 heures par mois soit un coût mensuel de 104€ auquel s'ajoute le temps collectif partagé soit 19€. Le montant financier est donc arrêté à 123€ par mois.

## **ARTICLE 6 : MODALITE DE PAIEMENT**

Le paiement s'effectuera sur présentation de la présente convention et sur émission d'un titre de recette émis annuellement par GMVA.

## **ARTICLE 7 : RESILIATION**

Le présent dispositif impliquant 12 collectivités locales, il ne pourra être mis fin à la présente convention qu'à l'issue de celle-ci.

## **Article 8 : LITIGE**

En cas de difficultés d'interprétation et/ou d'exécution de la présente convention, les parties conviennent de se réunir afin de trouver un accord amiable.

Fait à SULNIAC Le ..... 2022

En double exemplaire,

Pour la commune,

Pour la Communauté d'Agglomération,

Le maire

Le président

David ROBO

## ANNEXE A

### DETAIL DU COUT FINANCIER DE LA MISE A DISPOSITION

|   |                |
|---|----------------|
| <b>Coût salarial annuel 1 ETP</b>   | <b>37 000€</b> |
| <b>Location véhicule + Carburant</b>  | <b>2 500€</b>  |
| <b>Matériel informatique</b>  | <b>2 000€</b>  |
| ○ PC  | 900            |
| ○ Licences  |                |
| ○ Téléphone fixe  | 550            |
| ○ Smartphone  |                |
| ○ Abonnement téléphonie mobile  | 135            |
|   | 300            |
|   | 170            |
| <b>Frais de structure 2%</b>  | <b>740€</b>    |
| <b>Correspondant aux modalités RH et comptable</b>  |                |
| <b>Coût total</b>   | <b>42 240€</b> |
| <b>Coût horaire (1607 h/an)</b>   | <b>26€</b>     |
| <b>Coût une demi-journée (4 heures)</b>   | <b>104€</b>    |
| <b>Coût du temps d'animation collective 3 demi-journées par mois<br/>(2X104€/11 communes)</b> | <b>19€</b>     |



#### **4 - INTERCOMMUNALITE : RAPPORT DE LA CLECT (COMMISSION LOCALE DES CHARGES TRANSFEREES) DE GOLFE DU MORBIHAN - VANNES AGGLOMERATION RELATIF AUX EAUX PLUVIALES URBAINES**

Madame le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5211-17 et L5216-5,

Vu le Code général des impôts, et notamment son article 1609 Nonies C,

Vu le rapport adopté à l'unanimité par les membres de la CLECT du 17 décembre 2021,

En application de la Loi NOTRe, la communauté d'agglomération, Golfe du Morbihan Vannes Agglomération exerce la compétence « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines » à titre obligatoire, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 17 décembre dernier pour procéder à l'évaluation des charges transférées relatives aux eaux pluviales urbaines.

Ce rapport est transmis à chaque commune membre de la communauté qui doit en débattre et se prononcer sur celui-ci dans un délai de trois mois suivant sa transmission. Ce rapport, présenté en réunion, est annexé.

**Après présentation du rapport, il est proposé au conseil municipal :**

- **De valider le rapport de la CLECT du 17 décembre 2021,**
- **D'autoriser Madame le Maire, ou son représentant, à accomplir toutes formalités et signer tous documents concernant l'exécution de la présente délibération.**

**Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité.**



### Rappel du contexte :

La communauté d'agglomération, **Golfe du Morbihan – Vannes agglomération** exerce la compétence « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines » à titre obligatoire, en application de la Loi NOTRe, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le transfert de cette nouvelle compétence à GMVA s'accompagne de transferts de charges entre les communes et la communauté d'agglomération, afin de respecter la neutralité budgétaire pour toutes les collectivités.

La solution transitoire retenue se fixait pour objectif de **neutraliser intégralement les effets financiers du transfert**, au travers d'un mécanisme mêlant révision annuelle des Attributions de Compensations et remboursement des travaux effectués. La traduction mathématique de ce mécanisme peut s'écrire simplement :

$$AC (n) + \text{remboursement} (n) = AC 2019 (= \text{avant transfert})$$

En raison de la grande complexité juridico-financière associée à cette équation, l'exécutif du 7 septembre a pris les orientations suivantes :

Suspendre la CLECT prévue initialement le 10/09 et :

- 1/ Solder les mouvements financiers 2020 et 2021 (dans le respect de l'équation initiale)
- 2/ Proposer un nouveau cadre financier pour ce transfert, applicable dès 2022

## INVESTISSEMENTS

# 1/ Solde des investissements 2020 et 2021

Objectif : annuler les effets financiers du transfert pour les communes (investissement)  
AC 2020 + AC 2021 + remboursement (2020 et 2021) = AC 2019 X 2

| INVESTISSEMENT         | AC 2020      | AC 2021      | Remboursement | TOTAL        | AC 2019 X 2  | Ecart à solder |
|------------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|----------------|
| ARRADON                | -29 461 €    | -29 461 €    | 14 834 €      | -44 108 €    | -29 294 €    | 14 814 €       |
| BADEN                  | -182 436 €   | -182 436 €   | 157 805 €     | -207 067 €   | -89 282 €    | 157 805 €      |
| BRANDIVY               | -15 180 €    | -15 180 €    | 8 476 €       | -21 884 €    | -13 408 €    | 8 476 €        |
| COLPO                  | -4 000 €     | -4 000 €     | 4 000 €       | -4 000 €     | 0 €          | 4 000 €        |
| EIVEN                  | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| ELVEN                  | -15 796 €    | -17 236 €    | 0 €           | -33 032 €    | -34 472 €    | -1 440 €       |
| GRAND-CHAMP            | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| ILE-AUX-MOINES         | -88 687 €    | -88 687 €    | 88 687 €      | -88 687 €    | 0 €          | 88 687 €       |
| ILE-D'ARZ              | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| LA TRINITE-SURZUR      | 0 €          | -9 161 €     | 0 €           | -9 161 €     | -322 €       | 8 839 €        |
| LARMOR-BADEN           | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| LE BOMO                | -3 410 €     | -3 717 €     | 0 €           | -7 127 €     | -7 434 €     | -307 €         |
| LE HEZO                | -4 895 €     | -4 895 €     | 0 €           | -9 790 €     | -9 790 €     | 0 €            |
| LE TOUR-DU-PARC        | -6 732 €     | -7 344 €     | 0 €           | -14 076 €    | -14 688 €    | -612 €         |
| LOCMARIA-GRAND-CHAMP   | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| LOCHELTAS              | -125 383 €   | -125 383 €   | 13 135 €      | -125 383 €   | 0 €          | 125 383 €      |
| MEUCON                 | -4 989 €     | -4 989 €     | 1 378 €       | -8 600 €     | -7 222 €     | 1 378 €        |
| MONTERRAUC             | -5 570 €     | -5 570 €     | 2 200 €       | -8 940 €     | -6 740 €     | 2 200 €        |
| PLAUDREN               | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| PLESCOP                | -44 007 €    | -44 007 €    | 0 €           | -88 014 €    | -88 014 €    | 0 €            |
| PLODREN                | -41 515 €    | -41 515 €    | 15 167 €      | -67 863 €    | -52 696 €    | 15 167 €       |
| PLOLEGUMELAN           | -8 605 €     | -8 605 €     | 0 €           | -17 210 €    | -17 210 €    | 0 €            |
| SAINTE-ARMEL           | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| SAINTE-AVE             | -116 325 €   | -116 325 €   | 38 756 €      | -193 894 €   | -155 138 €   | 38 756 €       |
| SAINTE-GILDES-DE-ROUYS | -101 209 €   | -101 209 €   | 99 839 €      | -102 579 €   | -2 740 €     | 99 839 €       |
| SAINTE-MOUTT           | -19 254 €    | -19 254 €    | 0 €           | -38 508 €    | -38 508 €    | 0 €            |
| SARZEAU                | -29 667 €    | -176 113 €   | 143 751 €     | -62 029 €    | -64 724 €    | -2 695 €       |
| SENE                   | -142 844 €   | -142 844 €   | 184 037 €     | -194 037 €   | -82 405 €    | 101 641 €      |
| SUBIAC                 | -122 077 €   | -122 077 €   | 117 949 €     | -126 205 €   | -8 256 €     | 117 949 €      |
| SURZUR                 | -11 451 €    | -306 588 €   | 294 088 €     | -23 941 €    | -24 980 €    | -1 039 €       |
| THEIX-MOYALD           | -174 910 €   | -174 910 €   | 5 044 €       | -344 776 €   | -137 764 €   | 207 012 €      |
| TREDION                | 0 €          | 0 €          | 0 €           | 0 €          | 0 €          | 0 €            |
| TREFFLAN               | -17 915 €    | -17 915 €    | 12 225 €      | -23 605 €    | -11 380 €    | 12 225 €       |
| VANNES                 | -513 496 €   | -513 496 €   | 383 251 €     | -643 740 €   | -643 740 €   | 0 €            |
| TOTAL                  | -1 829 814 € | -2 296 062 € | 1 627 600 €   | -2 498 266 € | -1 500 188 € | 998 078 €      |

Les écarts à solder correspondent donc aux montants à échanger d'ici la fin de l'année pour résoudre l'équation et obtenir la neutralité parfaite sur les deux années 2020 et 2021.

Nb : procédures comptables

Les sommes en noir sont des versements à effectuer par GMVA (certificat administratif d'ici 31/12)

Les sommes en rouges sont des versements à effectuer par les communes.

(certificat administratif d'ici 31/12)

## 2/ Proposition pour 2022 : investissements

### Objectif 1 : répartir les coûts suivant une méthode pérenne

La répartition des coûts peut se faire selon plusieurs critères physiques objectifs :

- Le linéaire des réseaux d'eau pluviale aujourd'hui existant
- La surface concernée par la compétence

Plusieurs collectivités ont choisi cette méthode, en utilisant soit un seul de ces critères, soit plusieurs.

=> **La proposition consiste à retenir une répartition basée sur les pondérations suivantes :**

- 50 % sur le réseau
- 50 % sur la surface

### Objectif 2 : appliquer cette répartition sur un coût global accepté par tous

Concernant l'investissement, l'étude préalable au transfert (cabinet Bourgois) avait déterminé un montant souhaitable d'investissement annuel de 3 M€.

Les travaux réalisés en 2021, tels que déclarés par les communes, devraient atteindre 1,87 M€.

⇒ **La proposition consiste donc à retenir 2 M€ comme montant global des coûts d'investissement à répartir entre les communes, jusqu'à ce que le schéma directeur des Eaux Pluviales soit finalisé**

⇒ **La définition du schéma directeur sera l'occasion de proposer une clause de revoyure, adaptant les montants par commune aux prévisions de ce schéma directeur.**

## 2/ Proposition pour 2022 : investissements

### Répartition des coûts d'investissement : AC d'investissement spécifique Eaux Pluviales

|                       | Surface 50% + Réseau 50% | Coûts répartis (=AC Invest) |
|-----------------------|--------------------------|-----------------------------|
| Arradon               | 3.4%                     | 68 000 €                    |
| Arzon                 | 3.7%                     | 74 000 €                    |
| Baden                 | 4.7%                     | 94 000 €                    |
| Brandivy              | 0.6%                     | 12 000 €                    |
| Colpo                 | 1.1%                     | 22 000 €                    |
| Elven                 | 3.5%                     | 70 000 €                    |
| Grand-Champ           | 3.0%                     | 60 000 €                    |
| Île-aux-Moines        | 1.1%                     | 22 000 €                    |
| Île-d'Arz             | 0.3%                     | 6 000 €                     |
| La Trinité-Surzur     | 1.2%                     | 24 000 €                    |
| Larmor-Baden          | 0.9%                     | 18 000 €                    |
| Le Bono               | 1.2%                     | 24 000 €                    |
| Le Mézo               | 0.5%                     | 10 000 €                    |
| Le Tour-du-Parc       | 2.1%                     | 42 000 €                    |
| Locmilia-Grand-Champ  | 0.8%                     | 16 000 €                    |
| Locqueizas            | 0.9%                     | 18 000 €                    |
| Meucan                | 1.2%                     | 24 000 €                    |
| Montebianc            | 1.6%                     | 32 000 €                    |
| Plaudren              | 1.2%                     | 24 000 €                    |
| Plescop               | 2.0%                     | 40 000 €                    |
| Ploeren               | 3.4%                     | 68 000 €                    |
| Plougoumelen          | 1.0%                     | 20 000 €                    |
| Saint-Armel           | 1.4%                     | 28 000 €                    |
| Saint-Avé             | 6.9%                     | 138 000 €                   |
| Saint-Gildas-de-Rhuys | 3.6%                     | 72 000 €                    |
| Saint-Nolff           | 1.9%                     | 38 000 €                    |
| Sarzeau               | 7.5%                     | 150 000 €                   |
| Séné                  | 6.1%                     | 122 000 €                   |
| Sulniac               | 2.7%                     | 54 000 €                    |
| Surzur                | 3.1%                     | 62 000 €                    |
| Theix-Noyalo          | 5.9%                     | 118 000 €                   |
| Trédion               | 0.8%                     | 16 000 €                    |
| Treffléan             | 1.5%                     | 30 000 €                    |
| Vannes                | 19.2%                    | 384 000 €                   |
| TOTAL                 | 100,0%                   | 2 000 000 €                 |

La proposition consiste à intégrer ces coûts dans une **CLECT spécifique à l'investissement** qui statuerait sur les Attributions de Compensation versées par les communes.

Par la suite, **les travaux réalisés par les communes** dans le cadre des conventions de gestion, **leur seront intégralement remboursés**, sans impact sur les AC d'investissement.

Clause de revoyure au moment de la définition du schéma directeur.

# AC d'Investissement Globales



## AC d'investissement globale = AC 2019 + AC d'investissement spécifique Eaux Pluviales

| INVESTISSEMENT       | AC 2019    | AC Spécifique Eaux Pluviales | AC GLOBALE INVESTISSEMENT |
|----------------------|------------|------------------------------|---------------------------|
| ARRADON              | -14 647 €  | -68 000 €                    | -82 647 €                 |
| AIZON                | -24 631 €  | -74 000 €                    | -98 631 €                 |
| BADEN                | -6 704 €   | -94 000 €                    | -100 704 €                |
| BRANDVY              | 0 €        | -12 000 €                    | -12 000 €                 |
| COLPO                | 0 €        | -22 000 €                    | -22 000 €                 |
| ELVEN                | -17 236 €  | -70 000 €                    | -87 236 €                 |
| GRAND-CHAMP          | 0 €        | -60 000 €                    | -60 000 €                 |
| ILE-AUX-MOINES       | 0 €        | -22 000 €                    | -22 000 €                 |
| ILE-D'ARZ            | 0 €        | -6 000 €                     | -6 000 €                  |
| LA TRINITE-SURZUR    | -161 €     | -24 000 €                    | -24 161 €                 |
| LARMOR-BADEN         | 0 €        | -18 000 €                    | -18 000 €                 |
| LE BONO              | -3 717 €   | -24 000 €                    | -27 717 €                 |
| LE HEZO              | -4 895 €   | -10 000 €                    | -14 895 €                 |
| LE TOUR-DU-PARC      | -7 344 €   | -42 000 €                    | -49 344 €                 |
| LOCMARIA-GRAND-CHAMP | 0 €        | -16 000 €                    | -16 000 €                 |
| LOCQUETLAS           | 0 €        | -18 000 €                    | -18 000 €                 |
| MEUCON               | -3 611 €   | -24 000 €                    | -27 611 €                 |
| MONTERBLANC          | -3 370 €   | -32 000 €                    | -35 370 €                 |
| PLAUDREN             | 0 €        | -24 000 €                    | -24 000 €                 |
| PLESCOP              | -44 007 €  | -40 000 €                    | -84 007 €                 |
| PLOEREN              | -26 348 €  | -68 000 €                    | -94 348 €                 |
| PLOUGOUMELLEN        | -8 605 €   | -20 000 €                    | -28 605 €                 |
| SAINT-ARMELE         | 0 €        | -28 000 €                    | -28 000 €                 |
| SAINT-AVE            | -77 569 €  | -138 000 €                   | -215 569 €                |
| SAINT-GILDAS-DE-RHYS | -1 370 €   | -72 000 €                    | -73 370 €                 |
| SAINT-NOUFF          | -19 254 €  | -38 000 €                    | -57 254 €                 |
| SARZEAU              | -32 362 €  | -150 000 €                   | -182 362 €                |
| SENE                 | -41 203 €  | -122 000 €                   | -163 203 €                |
| SUNIAC               | -4 128 €   | -54 000 €                    | -58 128 €                 |
| SURZUR               | -12 480 €  | -62 000 €                    | -74 480 €                 |
| THEIX-NOYALO         | -68 882 €  | -118 000 €                   | -186 882 €                |
| TREDION              | 0 €        | -16 000 €                    | -16 000 €                 |
| TREFFLEAN            | -5 680 €   | -30 000 €                    | -35 680 €                 |
| VANNES               | -321 870 € | -384 000 €                   | -705 870 €                |
| TOTAL                | -750 094 € | -2 000 000 €                 | -2 750 094 €              |

En lieu et place  
des AC actuelles,  
(issues de la  
CLECT 2020)

# FONCTIONNEMENT

# 1/ Solde fonctionnement 2020 et 2021

Objectif : annuler les effets financiers du transfert pour les communes (fonctionnement)

AC 2020 + AC 2021 + remboursements (2020 et 2021) = AC 2019 X 2

| COMMUNE                | AC 2020      | AC 2021      | Remboursements<br>2020 + 2021 | TOTAL        | AC 2019 x 2  | Ecart à valider |
|------------------------|--------------|--------------|-------------------------------|--------------|--------------|-----------------|
| ARBADON                | 43 657 €     | 43 657 €     | 7 056 €                       | 94 370 €     | 101 426 €    | 7 056 €         |
| ARZON                  | 700 323 €    | 700 323 €    | 25 125 €                      | 1 425 771 €  | 1 450 856 €  | 25 125 €        |
| BADEN                  | 61 166 €     | 61 166 €     | 2 108 €                       | 124 440 €    | 126 548 €    | 2 108 €         |
| BRANDIVY               | 29 786 €     | 29 786 €     | 1 940 €                       | 61 512 €     | 61 452 €     | 1 940 €         |
| COUPO                  | 60 172 €     | 60 172 €     | 12 000 €                      | 132 344 €    | 144 344 €    | 12 000 €        |
| ELVEN                  | 224 253 €    | 224 253 €    | 2 595 €                       | 451 101 €    | 451 696 €    | 2 595 €         |
| GRAND-CHAMP            | 428 263 €    | 428 263 €    | 82 443 €                      | 938 969 €    | 1 021 412 €  | 82 443 €        |
| ILE-D'ARZ              | 110 485 €    | 110 485 €    | 11 907 €                      | 232 877 €    | 244 784 €    | 11 907 €        |
| LA TRINITE-SURZUR      | 16 369 €     | 16 369 €     | 7 434 €                       | 40 172 €     | 47 606 €     | 7 434 €         |
| LARMOR-DAZEN           | -18 697 €    | -18 697 €    | 20 916 €                      | 16 478 €     | 4 438 €      | 20 916 €        |
| LE BONO                | 74 129 €     | 72 434 €     | 0 €                           | 346 563 €    | 161 746 €    | 184 817 €       |
| LE HELZO               | -524 €       | 524 €        | 5 993 €                       | 4 945 €      | 10 938 €     | 5 993 €         |
| LE TOUR DU-PARC        | 9 792 €      | 9 792 €      | 1 071 €                       | 20 655 €     | 21 726 €     | 1 071 €         |
| LOC-MARIA-GRAND-CHAMP  | 34 403 €     | 34 403 €     | 1 876 €                       | 70 682 €     | 72 558 €     | 1 876 €         |
| LOC-QUELTAS            | 33 152 €     | 33 152 €     | 0 €                           | 66 304 €     | 66 304 €     | 0 €             |
| MELCON                 | -45 443 €    | -45 443 €    | 8 250 €                       | -82 636 €    | -74 386 €    | -8 250 €        |
| MONTREBLANC            | -26 460 €    | -26 460 €    | 10 730 €                      | -42 190 €    | -31 460 €    | -10 730 €       |
| PLAUDREN               | 45 853 €     | 45 853 €     | 11 241 €                      | 102 947 €    | 114 188 €    | 11 241 €        |
| PLESCOP                | -112 557 €   | -112 557 €   | 975 €                         | -224 139 €   | -221 164 €   | -975 €          |
| PLEZHEN                | 350 426 €    | 350 426 €    | 3 744 €                       | 704 596 €    | 708 340 €    | 3 744 €         |
| PLOUGOULEN             | 164 681 €    | 164 681 €    | 32 456 €                      | 361 818 €    | 394 274 €    | 32 456 €        |
| SAINTE-ARNELE          | 4 294 €      | 4 294 €      | 0 €                           | 8 588 €      | 8 588 €      | 0 €             |
| SAINTE-AVE             | 978 812 €    | 978 812 €    | 16 852 €                      | 1 974 476 €  | 1 991 328 €  | 16 852 €        |
| SAINTE-GILDAS-DE-REHUS | 6 689 €      | 6 689 €      | 30 511 €                      | 43 909 €     | 74 420 €     | 30 511 €        |
| SAINTE-NOUEF           | 221 907 €    | 221 907 €    | 4 206 €                       | 448 020 €    | 452 226 €    | 4 206 €         |
| SARZEAU                | 91 548 €     | 91 548 €     | 19 100 €                      | 163 996 €    | 144 896 €    | 19 100 €        |
| SENE                   | 488 263 €    | 488 263 €    | 36 880 €                      | 1 013 405 €  | 1 050 286 €  | 36 880 €        |
| SULNIAC                | 10 318 €     | 10 318 €     | 4 408 €                       | 25 044 €     | 29 452 €     | 4 408 €         |
| SURZUR                 | -11 143 €    | -44 321 €    | 32 162 €                      | -23 302 €    | -24 318 €    | 1 016 €         |
| THIEUX-NOVALE          | 1 422 059 €  | 1 422 059 €  | 56 105 €                      | 2 900 223 €  | 2 956 328 €  | 56 105 €        |
| TREDION                | 46 463 €     | 46 463 €     | 2 048 €                       | 94 974 €     | 97 022 €     | 2 048 €         |
| TROFFLAN               | 53 187 €     | 53 187 €     | 0 €                           | 106 374 €    | 106 374 €    | 0 €             |
| VANNES                 | 11 462 586 € | 11 462 586 € | 400 000 €                     | 23 325 172 € | 23 325 172 € | 0 €             |
| TOTAL                  | 16 774 153 € | 16 779 280 € | 857 714 €                     | 34 371 147 € | 34 810 866 € | 439 719 €       |

Les « écarts à solder » correspondent donc aux montants à échanger d'ici la fin de l'année pour résoudre l'équation et obtenir la neutralité parfaite sur les deux années 2020 et 2021.

Nb : procédures comptables

Les sommes en noir sont des versements à effectuer par GMVA (certificat administratif d'ici 31/12)

Les sommes en rouges sont des versements à effectuer par les communes. (certificat administratif d'ici 31/12)



## 2/ Proposition pour 2022 : fonctionnement



### **Dans un premier temps : simplifier le processus financier**

Actuellement les montants des AC de fonctionnement liées à la compétence sont basés sur les déclarations des communes, traduisant principalement le temps consacré par les équipes municipales à l'entretien et à l'extension des réseau.

Faute de méthode partagée, les estimations varie de façon très importante entre communes, sans que l'agglomération ne puisse pour l'instant proposer une méthode par « ratios » permettant d'harmoniser les calculs.

La proposition consiste donc, dans un premier temps, à **continuer d'utiliser les montants d'AC retenus lors de la CLECT de 2020**, toute en assurant leur remboursement intégral via les conventions de gestion, mais sans mise à jour annuelle de façon à simplifier le processus comptable et financier.

### **Une fois connu le schéma directeur des Eaux Pluviales : adapter les montants aux besoins du réseau**

**Quand le schéma directeur des Eaux Pluviales sera abouti**, la connaissance du réseau et la stabilisation des modalités de gestion de la compétence qui l'accompagneront, permettront de fixer les objectifs d'entretien et de d'extension de ce réseau.

Ces informations permettront donc d'harmoniser le calcul des coûts générés et de **redéfinir une nouvelle CLECT spécifique au fonctionnement**.

# **Avis de la CLECT**

# Avis de la CLECT



## Modification des AC d'investissement 2022

| INVESTISSEMENT        | AC 2019    | AC Spécifique Eaux Pluviales | AC GLOBALE INVESTISSEMENT |
|-----------------------|------------|------------------------------|---------------------------|
| ARRADON               | -14 647 €  | -68 000 €                    | -82 647 €                 |
| ARZON                 | -24 631 €  | -74 000 €                    | -98 631 €                 |
| BADEN                 | -6 704 €   | -94 000 €                    | -100 704 €                |
| BRANDIVY              | 0 €        | -12 000 €                    | -12 000 €                 |
| COUPO                 | 0 €        | -22 000 €                    | -22 000 €                 |
| ELVEN                 | -17 236 €  | -70 000 €                    | -87 236 €                 |
| GRAND-CHAMP           | 0 €        | -60 000 €                    | -60 000 €                 |
| ILE-AUX-MOINES        | 0 €        | -22 000 €                    | -22 000 €                 |
| ILE-D'ARZ             | 0 €        | -6 000 €                     | -6 000 €                  |
| LA TRINITE-SURZUR     | -161 €     | -24 000 €                    | -24 161 €                 |
| LARMOR-BADEN          | 0 €        | -18 000 €                    | -18 000 €                 |
| LE BOINO              | -3 717 €   | -24 000 €                    | -27 717 €                 |
| LE HEZO               | -4 895 €   | -10 000 €                    | -14 895 €                 |
| LE TOUR-DU-PARC       | -7 344 €   | -42 000 €                    | -49 344 €                 |
| LOCMARIA-GRAND-CHAMP  | 0 €        | -16 000 €                    | -16 000 €                 |
| LOCOUERTAS            | 0 €        | -18 000 €                    | -18 000 €                 |
| MELUCON               | -3 611 €   | -24 000 €                    | -27 611 €                 |
| MONTERBLANC           | -3 370 €   | -32 000 €                    | -35 370 €                 |
| PLAUDREN              | 0 €        | -24 000 €                    | -24 000 €                 |
| PLESCOP               | -44 007 €  | -40 000 €                    | -84 007 €                 |
| PLOEREN               | -26 348 €  | -68 000 €                    | -94 348 €                 |
| PLOUGOUMELLEN         | -8 605 €   | -20 000 €                    | -28 605 €                 |
| SAINT-ARMIEL          | 0 €        | -28 000 €                    | -28 000 €                 |
| SAINT-AVE             | -77 569 €  | -138 000 €                   | -215 569 €                |
| SAINT-GILDAS-DE-RHUYS | -1 370 €   | -72 000 €                    | -73 370 €                 |
| SAINT-WOLFF           | -19 254 €  | -38 000 €                    | -57 254 €                 |
| SARZEAU               | -32 362 €  | -150 000 €                   | -182 362 €                |
| SENE                  | -41 203 €  | -122 000 €                   | -163 203 €                |
| SULNIAC               | -4 128 €   | -54 000 €                    | -58 128 €                 |
| SURZUR                | -12 490 €  | -62 000 €                    | -74 490 €                 |
| THEIX-NOYALD          | -68 882 €  | -118 000 €                   | -186 882 €                |
| TREDION               | 0 €        | -16 000 €                    | -16 000 €                 |
| TREFFLEAN             | -5 690 €   | -30 000 €                    | -35 690 €                 |
| VANNES                | -321 870 € | -394 000 €                   | -705 870 €                |
| TOTAL                 | -750 094 € | -2 000 000 €                 | -2 750 094 €              |

## **5 - SOCIAL / ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX (ABS) : RETOUR DU DIAGNOSTIC STATISTIQUE**

Madame LE MOAL expose que, par délibération du 14 octobre 2021, le conseil municipal a validé le choix de la 2<sup>ème</sup> partie du volet 1 et du volet 2 de l'analyse des besoins sociaux réalisée par le cabinet POPULUS, dans le cadre du groupement de commandes créé par Golfe du Morbihan Vannes Agglomération, auquel adhère la commune.

Le cabinet POPULUS a terminé, pour Sulniac, le volet 1, à savoir l'analyse statistique de données devant faire ressortir les besoins sociaux.

Les données qui en ressortent confortent les réflexions et les pistes de travail déjà étudiées par les élus les années précédentes, telles que l'habitat des seniors et l'accueil des 0-3 ans.

Le cabinet POPULUS poursuit sa mission par le volet 2 consistant en une analyse qualitative du diagnostic social. La population est actuellement sollicitée pour compléter un questionnaire préparé par le cabinet POPULUS. Le COPIL « La place des seniors dans la cité » invite les seniors et tout public intéressé par le sujet de l'habitat adapté à une réunion publique le 21 janvier. Des ateliers seront prévus par la suite. Un COPIL lié à l'enfance et à la jeunesse sera également constitué afin de prendre en compte l'évolution des besoins des familles.

Madame LE MOAL présente, à partir d'un diaporama, les résultats chiffrés du diagnostic.

*Elle incite les élus à répondre au questionnaire en ligne, avant le 1<sup>er</sup> février prochain, et rappelle la réunion publique sur l'habitat, le 21 janvier, lors de laquelle seront présentées des expériences d'autres communes.*

*Elle précise que le diagnostic présenté constitue un premier travail qui va être affiné et rappelle qu'un groupe de travail « seniors » existe et qu'un groupe de travail doit être constitué concernant les services aux familles. Une discussion s'engage sur les futurs projets d'habitat possible. Un élu fait remarquer qu'il sera compliqué de mettre en place les services, notamment médicaux, ce à quoi Madame le Maire répond que la commune l'a déjà fait pour certains services à l'espace Simone Veil, mais que pour les médecins c'est un autre sujet, sachant qu'il y a des problèmes partout. Madame LE MOAL fait observer que l'ABS doit être partagé et que les projets doivent se faire avec la population, qu'il est également possible de travailler avec les communes voisines pour trouver certaines réponses, voire de créer des services en intercommunalité. Madame le Maire rappelle que le volet 3 de l'ABS qui est un volet transversal concerne toutes les communes de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération. Elle précise qu'il ne sera pas possible d'avoir tout, partout, mais que cela devra être équilibré sur le territoire.*

## II - Décisions du maire dans le cadre des délégations du Conseil municipal au Maire

| <b>Motifs</b>  | <b>Entreprises</b>                    | <b>Montant (€ HT)</b> |
|--|---------------------------------------|-----------------------|
| Espace Simone Veil : équipement incendie et plan d'évacuation  | Protection Bretonne - Guidel          | 418.07                |
| Espace Simone Veil : acquisition de mobilier pour salle d'attente  | Buro 56 - Vannes                      | 813.14                |
| Vélo électrique personnel communal   | Cycles Lea P'tite Reine – Theix-Noyal | 2 333.33              |
| Eclairage public : chemin piétonnier Gorvello – remplacement de 4 luminaires (travaux connexes à la maintenance) | Morbihan Energies                     | 2 286.00 TTC(1)       |
| Eglise St Jean Baptiste : remplacement du coq et restauration de la croix  | Bodet Campanaire – Plérin             | 2 359.55              |
| Eglise St Pierre : remise en service du cadran nord  | Bodet Campanaire – Plérin             | 940.25                |

## III – DPU

Madame le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs délégués conformément aux dispositions de l'article L1222-23 du CGCT, rend compte des déclarations d'aliéner reçues en mairie.

## IV – Informations sur les dossiers en cours

► Monsieur LE CADRE informe que :

- Des réunions publiques concernant la sécurité routière sont programmées par secteur.

Elles auront lieu, à 19 h 00, à la salle du conseil municipal :

- 11 février : Kermaria – Locqueltas – Kerlomen - La Salle
- 18 février : Lostihuel
- 25 février : Kerdavid

L'information sera faite dans le prochain flash, sur le site internet, le panneau lumineux et une invitation sera distribuée dans les boîtes aux lettres des secteurs concernés.

- Une commission environnement-voirie aura lieu le 27 janvier à 20 h 00

► Madame le Maire informe que :

- Un réseau GRDF passera sur le territoire de la commune venant d'une usine de méthanisation de Berric pour rejoindre Theix-Noyal. Une convention devra être signée entre la commune et GRDF. Elle fera l'objet d'une délibération au prochain conseil municipal
- France Services à Elven, dénommé " Argoët infos services", créé par GMVA sur impulsion de l'Etat a ouvert cette semaine et a été inauguré ce jour. Pour mémoire, il s'agit d'un rapprochement des services à proximité des usagers. Un article de présentation paraîtra dans le prochain bulletin.

► Alexandre CROCHU présente :

- Les projets de 5 panneaux pédagogiques qui seront installés en lien avec le circuit de la Pomme et l'éco-pâturage
- Une action qui sera mise en place par le PNR, dans le cadre des actions Trame Verte et Bleue, intitulée " Biodiversité, levez le pied ! "

► Madame le Maire informe également de modifications concernant des commerces :

- Le bar Le Sulniac est repris, à partir du 25 janvier par Madame GUEFFIER et son fils
- La boulangerie GERGAUD sera reprise à partir du 15 mars par Monsieur et Madame LE LIBOUX.

## **V - Divers**

A la question d'un élu concernant une croix qui penche rue des Hauts de Keravello, Monsieur LE CADRE précise qu'il s'agit d'une croix sur un terrain privé, à laquelle le propriétaire tient. Il indique que la croix restera à cet endroit, mais risque d'être déposée et remise en place lors de travaux d'arrachage d'arbre. Son implantation a été fragilisée lors de travaux à proximité.

Séance levée à 23 h 00

En mairie, le 28/01/2022

Le Maire,

**Marylène CONAN**

